



**PRÉFET  
DES BOUCHES-  
DU-RHÔNE**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

**Direction Régionale de l'Environnement,  
de l'Aménagement et du Logement de  
Provence Alpes Côte d'Azur**

Unité départementale des Bouches-du-Rhône  
16 rue Zattara CS 70248  
13333 Marseille

Marseille, le 21/05/2025

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 15/05/2025

### **Contexte et constats**

Publié sur **GÉORISQUES**

**VELIO**

c/o MEDIACO VRAC  
BP 83  
13016 Marseille

Références : MF-D-2025-0322  
Code AIOT : 0006413047

### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 15/05/2025 dans l'établissement VELIO implanté Rue Mat de Ricca Lot A8 ZI DISTRIPORT 13230 Port-Saint-Louis-du-Rhône. L'inspection a été annoncée le 24/01/2025. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques ( <https://www.georisques.gouv.fr/> ).

**Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- VELIO
- Rue Mat de Ricca Lot A8 ZI DISTRIPORT 13230 Port-Saint-Louis-du-Rhône
- Code AIOT : 0006413047
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La société VELIO exploite un entrepôt couvert de 12 cellules sur la commune de Port-Saint-Louis-du-Rhône.

Les cellules A et 6 à 10 sont exploitées par la société MEDIACO VRAC pour le stockage de matières combustibles destinées principale à la moyenne et grande distribution.  
Les cellules 1 à 5 sont louées à la société ID Logistics.  
La cellule B est louée à la société CEVA.

**Contexte de l'inspection :**

- Récolement de l'arrêté préfectoral complémentaire du 17 juillet 2024

**Thèmes de l'inspection :**

- Risque incendie
- Rejets aqueux

**2) Constats**

**2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

À chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
  - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
  - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

## 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection <sup>(1)</sup>	Proposition de délais
1	Situation administrative	AP Complémentaire du 17/07/2024, article 2	Demande de justificatif à l'exploitant	1 mois
2	Défense incendie	AP Complémentaire du 17/07/2024, article 3	Mise en demeure, respect de prescription	2 mois
3	État des stocks	Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article Annexe 2 - Point 1.4 I.	Demande de justificatif à l'exploitant	1 mois
5	Caractéristiques générales de l'ensemble des rejets	Arrêté Préfectoral du 02/07/2019, article 4.5.7	Mise en demeure, respect de prescription	5 mois
6	Rejets aqueux	Arrêté Préfectoral du 02/07/2019, article 4.5.12	Mise en demeure, respect de prescription	5 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
4	Analyse des rejets aqueux	Arrêté Préfectoral du 02/07/2019, article 10.2.3	Sans objet
7	Zone de containers	Arrêté Préfectoral du 02/07/2019, article 9.1.6	Sans objet

## 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Lors de la visite, l'Inspection a constaté deux non-conformités relatives à des dépassements des valeurs limites d'émission (pH et matières en suspension) des rejets aqueux et une non-conformité relative à la défense incendie. En conséquence, l'Inspection propose à M. le Préfet, en application de l'article L.171-8 du Code de l'environnement, de mettre en demeure la société VELIO de respecter cette prescription dans un délai donné.

De plus, l'Inspection a constaté des non-conformités relatives à la situation administrative du site ainsi qu'à la périodicité de réalisation de l'état des matières stockées. Ces non-conformités nécessitent des justificatifs de la part de l'exploitant. L'Inspection demande donc à l'exploitant de lui transmettre les documents suivants sous un mois à compter de la réception du présent arrêté :

- le justificatif de la réalisation hebdomadaire de l'état des matières stockées ;
- le plan général des stockages ;

- l'analyse permettant de justifier que l'augmentation de capacité pour les rubriques 4718, 4510 et 4331 est compatible avec les hypothèses de l'étude de dangers.

## 2-4) Fiches de constats

### N° 1 : Situation administrative

<b>Référence réglementaire :</b> AP Complémentaire du 17/07/2024, article 2
<b>Thème(s) :</b> Situation administrative, Rubriques ICPE
<b>Prescription contrôlée :</b> Liste des rubriques autorisées : 1510-2B (E) : 100 984 t 1530-1 (E) : 26 934 m soit 12 454 t (aire de containers) 1532-2-a (E) : stockage extérieur de palettes : 520 m <sup>3</sup> - Aire de containers : 26 934 m <sup>3</sup> 2662-1 (E) : Aire de containers : 26 934 m <sup>3</sup> 2663-1-a (E) : Aire de containers : 26 934 m <sup>3</sup> 2663-2-a (E) : Aire de containers : 26 934 m <sup>3</sup> 4320-2 (D) : cellule 8 110 t aérosols 4331-3 (DC) : Cellules A, 1, 6, 7 et 10 : 49 t - Cellule B : 21 t - Volume de stockage total :70 t 4510-2 (DC) : Cellules A, 1, 6, 7 et 10 : 19 t - Cellule B : 22,6 t- Volume de stockage total :41,6 t 4718-1-b :(DC) gaz inflammables liquéfiés - cellule A 8t 1436 (NC) 99 t 1450 (NC) : 50 kg 1630 (NC) : 100 t 2171 (NC) : 200 m3 4321 (NC) : 490 t 4441 (NC) : 1,5t 4511 (NC) : 90t 4718-1-b (NC) : cellule A : 4,350 t 4734-2 (NC) : 2.55 t 4741 (NC) 19 t 4755 (NC) : 200 t 4755-2-b (NC) : 49 m <sup>3</sup> 4801 (NC) : 49 t
<b>Constats :</b>  L'exploitant a réalisé une télédéclaration d'augmentation de capacité pour les rubriques 4331, 4510 et 4718 le 30 mai 2024. Le volume de classement est inchangé (DC). 4718-1-b :(DC) gaz inflammables liquéfiés - cellule A 8t 4510-2 (DC) : Volume de stockage total : 95 t 4331-3 (DC) : Volume de stockage total : 95 t  Cette télédéclaration ne permet pas de connaître précisément la répartition des stockages dans les cellules. De plus, l'exploitant n'est pas en mesure de justifier que l'augmentation de capacité est compatible avec les hypothèses de l'étude de dangers.  L'exploitant a présenté son état des matières stockées pour le mois d'avril 2025 ainsi que la règle des cumuls Seveso en tenant compte des nouveaux seuils pour les rubriques 4718, 4510 et 4331.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande de justificatif à l'exploitant

<b>Proposition de délais : 1 mois</b>
---------------------------------------

**N° 2 : Défense incendie**

<b>Référence réglementaire :</b> AP Complémentaire du 17/07/2024, article 3
---

<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Dispositions spécifiques
---

<b>Prescription contrôlée :</b>
---------------------------------

À notification du présent arrêté, l'exploitant tient à la disposition de l'inspection les justificatifs des prescriptions suivantes :

- Le SDIS doit être associé à l'étude sur l'adaptation du sprinklage de la cellule B (afin de porter une attention particulière sur la possibilité de réduire l'impact d'une inflammation du polycarbonate en façade).
- En période d'indisponibilité du système d'extinction automatique d'incendie, l'exploitant doit prévoir toutes les mesures compensatoires conformes à l'article 22 de l'arrêté ministériel du 11 avril 2017 et les intégrer au plan de défense incendie prévu à l'article 23 du même arrêté.
- L'accueil et le guidage des secours doit se faire par du personnel qualifié en permanence ainsi qu'en dehors des heures ouvrables.
- L'exploitant doit mettre en place une mesure organisationnelle de manière à laisser libre d'accès toutes les places de stationnement situées le long des façades de l'entrepôt afin de faciliter le travail des services de secours.

<b>Constats :</b>
-------------------

L'exploitant n'a pas contacté le SDIS au sujet de l'étude sur l'adaptation du sprinklage de la cellule B. Il déclare ne pas avoir connaissance de cette prescription mais s'engage à prendre contact avec le SDIS dans les meilleurs délais pour aborder ce point.

En période d'indisponibilité du système d'extinction automatique d'incendie, l'exploitant transmet au SDIS le formulaire N100 "avis de mise hors service et de remise en service d'un système sprinkleur". Le plan de défense incendie mis à jour en 2025 pour intégrer en particulier ces éléments est en cours de validation interne.

Une procédure est en cours de rédaction pour gérer la coordination entre les 3 sociétés locataires présentes sur site pour l'accueil et le guidage des secours en heures ouvrables.

Le site est sous télésurveillance en permanence. En dehors des heures ouvrées, la société de télésurveillance procède à la levée de doutes. Elle dispose d'une liste de 5 cadres de la société à contacter en cas d'urgence.

Le site dispose de deux parkings avec le nombre de places suffisants pour éviter le stationnement le long des façades de l'entrepôt.

<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
---

<b>Proposition de suites :</b> Mise en demeure, respect de prescription
---

<b>Proposition de délais :</b> 2 mois
---------------------------------------

### N° 3 : État des stocks

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article Annexe 2 - Point 1.4 I.
<b>Thème(s) :</b> Situation administrative, Matières stockées
<b>Prescription contrôlée :</b>  L'exploitant tient à jour un état des matières stockées, y compris les matières combustibles non dangereuses ou ne relevant pas d'un classement au titre de la nomenclature des installations classées. Pour les matières dangereuses, devront figurer, a minima, les différentes familles de mention de dangers des substances, produits, matières ou déchets, lorsque ces mentions peuvent conduire à un classement au titre d'une des rubriques 4XXX de la nomenclature des installations classées. L'état des matières stockées est mis à jour a minima de manière hebdomadaire et accessible à tout moment, y compris en cas d'incident, accident, pertes d'utilité ou tout autre événement susceptible d'affecter l'installation. Il est accompagné d'un plan général des zones d'activités ou de stockage utilisées pour réaliser l'état qui est accessible dans les mêmes conditions.
<b>Constats :</b>  La société CEVA locataire de la cellule B transmet à l'exploitant un état des matières stockées stocks deux fois par jour. La société MEDIACO locataire des cellules A et 1 à 4 transmet un état des matières stockées toutes les semaines. La société ID Logisitcs locataire des cellules 5 à 10 transmet un état des matières stockées tous les mois. À partir de ces données, l'exploitant réalise une fois par mois un état des matières stockées pour l'ensemble de l'entrepôt et le "calcul Seveso" afin de s'assurer du respect des volumes autorisés pour les rubriques 4XXX.
<b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b>  L'Inspection demande à l'exploitant de mettre en place un état des matières stockées hebdomadaire et de lui transmettre le plan général des zones d'activités ou de stockage sous un mois à compter de la réception du présent rapport.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande de justificatif à l'exploitant
<b>Proposition de délais :</b> 1 mois

### N° 4 : Analyse des rejets aqueux

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 02/07/2019, article 10.2.3
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Autosurveillance
<b>Prescription contrôlée :</b>  L'exploitant réalise une analyse des rejets des eaux susceptibles d'être polluées pour les paramètres température, pH, couleur, MES, DCO, DBO5 et hydrocarbures totaux au moins une fois par an.

<b>Constats :</b>  L'exploitant a mis en place un contrat annualisé avec Eurofins pour les analyses des rejets aqueux. L'exploitant a présenté les trois rapports d'analyse des rejets aqueux de chaque bassin de collecte du mois de mars 2025.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suites

**N° 5 : Caractéristiques générales de l'ensemble des rejets**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 02/07/2019, article 4.5.7
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, mesure du pH
<b>Prescription contrôlée :</b>  Les effluents rejetés doivent respecter les caractéristiques suivantes : température : inférieure à 30°C pH : compris entre 5,5 et 8,5
<b>Constats :</b>  L'exploitant a présenté les trois rapports d'analyse des rejets aqueux de chaque bassin de collecte du mois de mars 2025. Bassin de relevage n°1 : pH : 7,7 Bassin de relevage n°2 : pH : 8,5 Bassin de relevage n°3 : pH : 8,6 pour une VLE comprise entre 5,5 et 8,5  Lors de la visite du 13 juin 2023, des constats similaires avaient été faits. La dernière campagne de mesure date du 31/05/2023 pour les 3 points de rejets : Bassin de relevage n°2 : pH à 8,6 pour une VLE comprise entre 5,5 et 8,5 Bassin de relevage n°3 : pH à 8,8 pour une VLE comprise entre 5,5 et 8,5 L'Inspection avait demandé une nouvelle analyse du pH et le cas échéant une analyse de son origine.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Mise en demeure, respect de prescription
<b>Proposition de délais :</b> 5 mois

**N° 6 : Rejets aqueux**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 02/07/2019, article 4.5.12
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Valeurs limites de rejet
<b>Prescription contrôlée :</b>  L'exploitant est tenu de respecter avant rejet des eaux pluviales non polluées dans le milieu récepteur considéré, les valeurs limites en concentration définies : HCT :10 mg/l DBO5 : 100 mg/l DCO : 300 mg/l MEST : 100 mg/l

<b>Constats :</b>  L'exploitant a présenté les trois rapports d'analyse des rejets aqueux de chaque bassin de collecte du mois de mars 2025. Bassin de relevage n°1 : résultats conformes Bassin de relevage n°2 : MES : 239 mg/l pour une VLE de 100 mg/l Bassin de relevage n°3 : MES : 200 mg/l
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Mise en demeure, respect de prescription
<b>Proposition de délais :</b> 5 mois

#### N° 6 : Zone de containers

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 02/07/2019, article 9.1.6
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Conditions de stockage
<b>Prescription contrôlée :</b>  Le stockage des containers est disposé sur le site sur 7 aires de stockage (îlots) de 24,9 x 17,1 m au sol : 2 îlots de 12,2 m x 17,1 m espacés par une allée de 0.5 m de large. Les allées entre aires de stockage sont de 11 m minimum. Chaque aire de stockage peut être constituée de 28 containers au sol. Les containers sont entreposés en R+2 maximum.
<b>Constats :</b>  Lors de la visite terrain, l'Inspection a constaté la présence d'une trentaine de containers, avec au maximum un stockage en R+1. Les emplacements des îlots de stockage sont marqués au sol. La zone des containers est exploitée par la société des transports Rachet. La personne présente sur le site déclare que les containers sont stockés au maximum une semaine, et au maximum sur 4 étages.
<b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b>  L'Inspection demande à l'exploitant de rappeler à la société transport Rachet que la hauteur de stockage des containers ne doit pas dépasser R+2.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite